

Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Mise à disposition d'un agent auprès de la Maison de la Justice et du Droit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les maisons de la justice et du droit (MJD) ont été créées par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.

La Maison de la Justice et du Droit de Montpellier a été prévue dans le contrat local de sécurité de la ville de Montpellier en date du 5 juillet 1999 et a été inaugurée le 28 avril 2000. Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en assure la gestion et le suivi en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), groupement d'intérêt public, qui a pour mission essentielle de définir et de mettre en œuvre une politique de développement de l'aide à l'accès au droit.

La MJD est un lieu de justice où différents acteurs assurent une présence judiciaire ainsi qu'une information juridique par la présence de professionnels du droit (avocats, huissiers, notaires) et d'associations spécialisées de juristes dans le domaine des petits litiges civils (logement, consommation, surendettement) ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable (conciliation, médiation).

A cet égard, la Ville de Montpellier, par son engagement, participe au développement de l'accès au droit, facteur de cohésion sociale, en faveur de l'ensemble des habitants du ressort du Tribunal de Grande Instance, notamment les plus démunis.

Il est proposé la mise à disposition auprès de la Maison de la justice et du droit de Montpellier d'un agent à temps complet de catégorie C afin d'assurer l'accueil et la gestion administrative de la Maison de la Justice et du Droit.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement des rémunérations de l'agent par la Maison de la justice et du droit.

La mise à disposition prendra effet le 1er août 2015 pour une durée de 3 ans. Le renouvellement de cette mise à disposition pourra être soumis à délibération.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès de la Maison de justice et du droit de Montpellier d'un agent de catégorie C à temps plein et ce, jusqu'au 31 juillet 2018.
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés à l'agent mis à disposition.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller spécial délégué au Personnel à signer la convention relative à cette mise à disposition.
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 juillet 2015